

Unité départementale de Loire-Atlantique

Nantes, le 29/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



BARBAZANGES TRI OUEST

ZI - Rue du Général Bradley
44110 CHATEAUBRIANT

Références : N3-2022-477 - RAPPORT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement BARBAZANGES TRI OUEST implanté ZI - Rue du Général Bradley 44110 CHATEAUBRIANT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAZANGES TRI OUEST
- ZI - Rue du Général Bradley 44110 CHATEAUBRIANT
- Code AIOT dans GUN : 0006302453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Tri, transit regroupement de métaux
Centre de dépollution de VHU

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion du site
- Gestion des VHU
- Gestion des eaux
- Suivi/contrôle

- Fluides frigorigènes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Gestion des eaux du site	Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 3.5	/	Sans objet
Contrôle des eaux de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 et 33	/	Sans objet
Entreposage des pneus usagés	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II	/	Sans objet
Audit annuel de conformité VHU	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 15	/	Sans objet
Gestion des fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 16/04/2011, article R 543-100	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Entretien du système de traitement des eaux de rejet	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet
Vérification des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
Contrôle annuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	Sans objet
Entreposage des VHU non dépollués	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I	/	Sans objet
Gestion des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III	/	Sans objet
Registre des entrées et des sorties	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	/	Sans objet
Registre VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	/	Sans objet
Certificat de destruction VHU	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 8	/	Sans objet
Expédition des VHU dépollués	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 13	/	Sans objet
Gestion des fluides frigorigènes récupérés	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R 543-92	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence 5 non-conformités. L'inspection des installations classées relève que la gestion des eaux pluviales et la dépollution des véhicules constituent des prescriptions centrales de l'autorisation et de l'agrément VHU. Par conséquent, il est attendu une résorption rapide des non-conformités relevées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/1986, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux du site
Prescription contrôlée : Gestion des eaux du site
Constats : Des zones d'entreposage de métaux ne sont pas imperméabilisées et ne permettent donc pas la collecte de l'ensemble des eaux pluviales du site d'exploitation. L'exploitant devra corriger cet écart en imperméabilisant ces zones et permettre ainsi la collecte de l'ensemble des eaux du site d'exploitation ou en évacuant les métaux entreposés sur ces zones non imperméabilisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des eaux de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 et 33
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux de rejet
Prescription contrôlée : Contrôle annuel des eaux de rejets – Respect des VLE
Constats : L'exploitant ne réalise pas le suivi de l'ensemble des paramètres réglementaires, il manque notamment le chrome hexavalent, l'étain et l'aluminium. Aucun dépassement des VLE n'est constaté pour les paramètres suivis. L'exploitant devra compléter le spectre analytique de ses analyses des eaux de rejet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien du système de traitement des eaux de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
Thème(s) : Autre, Entretien du système de traitement des eaux de rejet
Prescription contrôlée : Entretien du système de traitement des eaux de rejet
Constats : L'exploitant a fait réaliser le curage/pompage de son système de traitement le 07/05/2021 par la société SARL VIDANGES QUIRION. L'exploitant a présenté le BSDD correspondant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Vérification des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Vérification des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie
Constats : La vérification des 31 extincteurs a été réalisée par la société NORMEO le 11/10/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle annuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle annuel des installations électriques
Prescription contrôlée : Contrôle annuel des installations électriques
Constats : Le contrôle des installations électriques a été réalisé par la société APAVE le 19/04/21 : Un écart identifié. L'exploitant a fait réaliser la mise en conformité par la société SIMAE (facture présentée).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage des VHU non dépollués

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-I
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des VHU non dépollués
Prescription contrôlée : Conditions d'entreposage des VHU non dépollués
Constats : Les 4 VHU non dépollués présents sur site ne sont pas empilés et sont entreposés sur une surface imperméabilisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-III
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets dangereux
Prescription contrôlée : Gestion des déchets dangereux
Constats : Les liquides dangereux issus de la dépollution des VHU ainsi que les batteries sont stockés à l'abri sur rétention pour les liquides dangereux et dans des bacs étanches pour les batteries.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des entrées et des sorties

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
Thème(s) : Autre, Registre des entrées et des sorties
Prescription contrôlée : Tenue des registres
Constats : Le registre est rempli et contient l'ensemble des informations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Thème(s) : Autre, Registre VHU
Prescription contrôlée : Tenue du registre VHU
Constats : L'exploitant dispose d'un registre contenant l'ensemble des informations réglementaires. La vérification de la bonne traçabilité des VHU a été effectuée par sondage sur 2 véhicules présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entreposage des pneus usagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41-II
Thème(s) : Autre, 41-II
Prescription contrôlée : Entreposage des pneus usagés
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant entrepose plus de 300 m3 de pneumatiques usagés sur son site. L'inspection des installations classées rappelle que les quantités de pneumatiques entreposés doit être en cohérence avec le nombre de VHU traités et la massification des transport de leur évacuation. Par conséquent, l'exploitant doit d'évacuer les volumes excédentaires de pneumatiques usagés.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Certificat de destruction VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 8
Thème(s) : Autre, Certificat de destruction VHU
Prescription contrôlée : Production de certificat de destruction pour chaque VHU
Constats : Pour chacun des VHU choisis par sondage, l'exploitant a transmis le certificat de destruction correspondant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Expédition des VHU dépollués

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 13
Thème(s) : Autre, Expédition des VHU dépollués
Prescription contrôlée : Réalisation des BSDD pour chaque expédition de VHU
Constats : L'exploitant produit un bordereau de prise en charge des VHU accompagné d'un BSDD correspondant pour chaque envoi de lots de VHU à la société de broyage. Les BSDD vérifiés sont correctement remplis avec l'ensemble des informations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Audit annuel de conformité VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 15
Thème(s) : Autre, Audit annuel de conformité VHU
Prescription contrôlée : Réalisation audit annuel de conformité VHU Conformité des résultats de l'audit
Constats : Audit réalisé par la société BUREAU VERITAS le 22/07/2021 : 6 non-conformités identifiées Le contrôle met notamment en évidence les écarts suivants : - Aucun dispositif de neutralisation des airbags n'est présent sur site : L'exploitant explique réaliser la déconnexion à la batterie et déclencher l'airbag par un coup de pelle Cette pratique n'étant pas reconnue comme mode de traitement, l'exploitant doit se munir d'un dispositif réglementaires de neutralisation/retrait des airbags. - Aucun dispositif de récupération et de stockage des fluides frigorigènes n'est présent sur site et le site ne dispose pas d'attestation de capacité de catégorie V : L'exploitant explique soustraire l'opération à l'opérateur SAS CASTEL PNEU et a présenté l'attestation de capacité de catégorie V de ce dernier. - Le verre n'est pas extrait des véhicules : Cette opération est pris en charge par le broyeur VHU - Les taux de réutilisation et de recyclage (TRR = 3,03% au lieu de 3,5% minimum) et de réutilisation et de valorisation (TRV = 4,3% au lieu de 5% minimum) sont insuffisants L'exploitant doit mettre en place des actions correctives pour atteindre les TRR et TRV minimums réglementaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2011, article R 543-92 et suivants
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : Déclaration annuelle encadrant la gestion des fluides frigorigènes Obtention d'une attestation de capacité de catégorie V de moins de 5 ans Délivrance d'une attestation d'aptitude Gestion des fluides frigorigènes récupérés
Constats : L'exploitant explique soustraire l'opération à l'opérateur SAS CASTEL PNEU et a présenté l'attestation de capacité de catégorie V de ce dernier. L'exploitant doit préciser l'organisation mise en place afin de s'assurer de la récupération des fluides frigorigènes sur l'ensemble des VHU à dépolluer et notamment son organisation avec le prestataire en charge de l'opération de retrait des fluides frigorigènes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet